



Insuffisance professionnelle : Un gouverne-ment¹ expert depuis 7 ans !



*2020 : les fonctionnaires infirmiers sont salués...
2024 : le gouvernement veut les « remercier » !*

Sommaire

| | | |
|--|--|-------------------|
| | Tract/Communiqué de SOLIDAIRES Douanes | <i>pages 2-3</i> |
| | Annexe n°1 : liminaire de l'Union SOLIDAIRES Fonction Publique | <i>pages 4-6</i> |
| | Annexe n°2 : Compte-rendu de l'Union SOLIDAIRES Fonction Publique | <i>pages 7-8</i> |
| | Annexe n°3a à 3c : Diaporama gouvernemental sur la contre-réforme | <i>pages 9-15</i> |

¹ Littéralement, l'étymologie du mot « *gouvernement* » est la *direction des âmes*. Issu des mots latins « *gubernare* » et « *mentis* » signifiant respectivement « *diriger* » et « *des esprits* ».



Communiqué

SOLIDAIRES Douanes

de synthèse des enjeux



Insuffisance professionnelle : Le gouvernement expert depuis 7 ans !

« Pour faire face
à la mauvaise gestion budgétaire... »

Depuis le début d'année, le gouvernement est en zone de turbulences au regard des indicateurs économiques. Ainsi au niveau budgétaire, le déficit public est supérieur aux prévisions gouvernementales de fin 2023.

Fausse ingénuité

Il n'y a en réalité aucune surprise en la matière :

- pas d'accident conjoncturel,
- ni la faute d'un quelconque contexte international.

C'était même couru d'avance, ainsi que SOLIDAIRES l'avait annoncé dès le mois d'octobre², tandis que d'autres experts l'avaient confirmé quelques jours après³.



... Vous reprendrez bien une purge d'austérité ! ? »

Avec les élections européennes qui approchent et les difficultés de sa tête de liste dans les sondages, le gouvernement a besoin de donner des gages envers son électorat ultra-libéral historique. Le prétexte est parfait pour une énième réforme, contre une Fonction publique au service de l'intérêt général !

Agenda : 3 réunions et basta !

En tout et pour tout, sur 2 mois, 3 réunions sont prévues par le gouvernement avec l'ensemble des syndicats (format multilatéral) :

- 09/04 : présentation de la démarche,
- 14/05 : bilan intermédiaire,
- 20/06 : synthèse finale, une fois les élections tenues.

Pour gonfler cet agenda misérable, le gouvernement annonce 2 cycles (pour « balader » les personnels ?!) de réunions séparément avec chaque syndicat : de mi-avril au 07/05 et du 15/05 et 14/06. Honteux !

Vraie calamité

En effet, c'est le strict résultat des politiques gouvernementales servant des intérêts particuliers :

- l'austérité, dans les dépenses destinées aux services publics et au traitement des fonctionnaires, entraîne une diminution de la consommation globale des ménages, une moindre activité économique, et *in fine* de moindres ressources budgétaires ;
- la fragilisation de l'administration fiscale (notamment le projet stratégique douanier -PSD-, le transfert/abandon de missions fiscales -TMF-⁴ et les nombreuses suppressions de postes), entraîne mécaniquement de moindres rentrées fiscales.



2020 : les fonctionnaires infirmiers sont salués...
2024 : le gouvernement veut les « remercier » !

Documentation : derrière le magma, la stratégie du choc ! ?

Dès la 1^{ère} réunion avec les syndicats, la Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique (DGAFP) ne cache pas son mépris envers la représentation des personnels :

- transmission du seul document de « travail » la veille à 16h30,
- au contenu affligeant : un diaporama digne de Gribouille (à l'image du gouvernement, cf pages suivantes).

Si certaines questions semblent *a priori* de bon sens (reprenant notre analyse syndicale, par exemple sur l'attractivité via le repyramidage des catégories : C en B, B en A), ce gouvernement y répond avec son seul crédo ultra-libéral !

Le ministre de la Fonction publique Stanislas Guérini, se répand dans les médias sur l'air de l'*insuffisance professionnelle*, multipliant les ballons d'essai sur un licenciement **dérogatoire** des fonctionnaires, alors que la révocation existe déjà ! Servir l'intérêt général en détruisant la Fonction publique, qui y croit ?!



Un gouvernement où les conseillers ne sont pas les payeurs

Le gouvernement se préoccupe d'insuffisance professionnelle ? Qu'il commence par :

- 1^o) fournir un bilan des différentes politiques, mesures et contre-réformes ayant plongé les comptes publics, fragilisé l'exercice des missions et amoindri le service public rendu à la population.
- 2^o) demander des comptes aux individus à l'initiative de ces politiques, dans la « haute » Fonction publique et à son « propre » appareil politique, responsables d'autant qu'ils avaient été interpellés en amont (notamment par SOLIDAIRES) et prévenus des dégâts prévisibles.

Il y a aussi des relais syndicaux dans la conduite de ces politiques iniques : les élections professionnelles sont là pour faire le ménage... Enfin, la **cohérence et l'exemplarité exigent que le gouvernement balaye d'abord devant sa porte**. À chaque citoyen de lui rappeler ces vérités, dès les élections européennes le 9 juin.

Paris, le jeudi 18 avril 2024

2 Source : <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/communiques/plf-2024-lausterite-imposee-par-un-493/>

3 Source : Association Les économistes atterrés, note du 27/10/2023 sur le budget 2024 : <https://www.atterres.org/budget-2024-pris-dans-letau-une-note-danalyse-des-economistes-atterres/>

4 Source : <https://solidaires-douanes.org/destruction-missions-fiscales>



Annexe n°1 :

La déclaration liminaire **SOLIDAIRES Fonction Publique**

**lue à la réunion
du 09/04/2024
(remise en page)**

Solidaires

Fonction Publique

Déclaration liminaire 9 avril 2024

Lancement de la concertation

Projet de loi fonction publique

Monsieur le ministre,

Après des mois de propos dans les médias, d'annonces floues, et de décalages vous ouvrez donc le chantier du projet de loi fonction publique.

Commençons par la forme... Vous avez transmis hier un document. À 16h30. Cela n'est pas admissible. Sur ce sujet, comme sur les autres, nous ne pourrons travailler de cette manière. Nous ne pouvons travailler et intervenir, nous l'avons déjà dit à de multiples reprises, que si nous travaillons avec des documents transmis bien en amont. Il en va du respect que nous devons toutes et tous aux personnels publics.

Par ailleurs, 5 réunions celle-ci comprise pour la concertation sur ce projet de loi... autant dire rien ou presque. Vous voudriez nous faire comprendre que nous n'avons que des détails à discuter, vous ne vous y prendriez pas autrement. Pour SOLIDAIRES, cela n'est pas admissible là non plus. La méthode doit changer.

Au-delà de la forme...

SOLIDAIRES Fonction Publique rappellera en premier lieu qu'elle n'est pas demandeuse d'une nouvelle loi fonction publique qui va attaquer une fois de plus les droits des personnels publics et en conséquence les services publics qu'ils et elles servent.

SOLIDAIRES rappelle même ici solennellement sa revendication d'abrogation de la loi d'août 2019 dont les conséquences ont été désastreuses notamment en ce qui concerne le développement de la contractualisation dans la fonction publique.

Depuis des mois dans les médias, vous dites vouloir travailler à l'attractivité de la fonction publique. C'est effectivement une nécessité.

Parce que les personnels subissent ce manque d'attractivité de multiples manières. Tout d'abord parce que leurs salaires ont décroché depuis bien longtemps. Vous leur refusez des mesures générales salariales en 2024 alors même que les dernières revalorisations ont été ridiculement basses par rapport à l'inflation et ce après 10 ans de gel du point d'indice.

Pourtant, l'attribution de points d'indice pour toutes et tous, la revalorisation du point et l'indexation sur l'inflation sont indispensables.

Ensuite, parce que ce manque d'attractivité, ce sont des emplois non pourvus dans les services et donc des conditions de travail qui se dégradent partout.

Des services d'urgence fermés la nuit, des classes sans personnel enseignant n'en déplaise au Premier Ministre et aux promesses faites aux parents et aux élèves. Les exemples sont nombreux dans tous les services.

Ce manque d'attractivité c'est bien donc aussi en conséquence une dégradation constante de la qualité des services publics rendus à la population.

Bien entendu... les annonces récentes de 10 milliards de coupes sur le budget de l'État dont 780 millions d'euros sur les salaires de l'emploi public faites par le ministre de l'Économie vont aggraver encore ce manque d'attractivité de par les perspectives qu'elles entraînent.

Concernant la dégradation des conditions de travail, SOLIDAIRES en profite pour dire ici que l'expérimentation de la semaine en 4 jours que vous avez lancée alors même qu'aucune concertation n'a eu lieu et qu'aucune réduction du temps de travail hebdomadaire n'est envisagée s'inscrit bien dans cette dégradation constante.

Si nous souhaitons toutes et tous parler d'attractivité, nous ne pouvons le faire sans parler clairement d'augmentations de salaires via des mesures générales pour toutes et tous.

Pourtant vous vous refusez à le faire.

Autant dire que tout cela c'est donc parler dans le vent.

Accroître la part du mérite dans la rémunération des agent·es publics, pour SOLIDAIRES, c'est une ligne rouge, alors même que la rémunération au mérite est déjà bien trop développée.

Elle place les personnels en concurrence, aux prises avec l'arbitraire hiérarchique là où les collectifs de travail ont besoin de cohésion et de soutien. Les agentes et agents publics, qui sont attachés à l'exercice de leurs missions ne méritent pas le sort qui leur est fait.

Elles et ils ont été remerciés pendant la Covid, elles et ils assurent leurs missions sans faillir, sont présents pour faire tenir les services publics notamment pendant toutes les crises.

Depuis des semaines, elles et ils entendent leur ministre parler de « celles et ceux qui se décarcassent », « de leur absentéisme »... et même dans ce document comme dans la presse, de l'insuffisance professionnelle... Non vraiment, les personnels publics ne méritent pas ça.

Les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader, en grande partie du fait des restrictions de postes, des fermetures de services. C'est ce qui explique l'augmentation des arrêts maladie. C'est cette situation qui devrait être traitée de toute urgence.

SOLIDAIRES Fonction Publique tient à affirmer fermement que doivent enfin cesser les attaques contre le statut de la fonction publique. Pour assurer leurs missions, les agentes et agents publics doivent demeurer neutres et impartiaux, elles et ils ne doivent pas être soumis aux pressions politiques et économiques. Il en va du respect de l'intérêt général et seul le statut leur garantit cette position.

Dans cette logique d'indépendance, la garantie de l'emploi des fonctionnaires doit être maintenue.

Les carrières des personnels doivent connaître une progression constante, garante de l'équité entre toutes et tous, quelle que soit la nature de leur mission. L'accès tout au long de la carrière à des formations qualifiantes doit être assuré, comme la reconnaissance de ces qualifications dans les déroulements de carrière.

Nous nous opposerons à toute volonté d'individualiser la rémunération des personnels publics, d'autant plus lorsqu'elle se base sur des critères aussi opaques que subjectifs.

Nous ne partageons rien des pistes et lignes posées. Nous ne laisserons pas passer un projet de loi qui sera pour nous une nouvelle fois synonyme de dégradation de la situation des personnels publics.

Paris, le 09 avril 2024

La délégation SOLIDAIRES



Solidaires
Fonction Publique

Solidaires
Fonction Publique

Solidaires
Fonction Publique

Annexe n°2 :

**Le compte-rendu
SOLIDAIRES Fonction Publique
de la réunion
du 09/04/2024
(communiqué de presse
remis en page)**

Solidaires

Fonction Publique

Loi fonction publique, un projet injuste qui va accroître la division entre les personnels publics

Communiqué de presse

Après des mois d'annonces médiatiques sans aucune discussion avec les organisations syndicales, Stanislas Guérini a dévoilé les grandes lignes du futur projet de loi fonction publique.

Projet de loi inacceptable sur la forme comme sur le fond. Seules cinq réunions, dont celle de lancement, sont prévues en guise de concertation sur le projet de loi. Autant dire, il n'y aura rien à discuter ou presque, tout est quasiment bouclé d'avance. Malgré la demande de l'intersyndicale, le ministre refuse de desserrer le calendrier, annonçant que tout doit être terminé pour juin. Pour SOLIDAIRES, tout ceci est inadmissible.

Sur le fond, comme on pouvait s'y attendre, alors que le ministre refuse toujours obstinément de véritables mesures salariales générales d'ampleur pour tous les personnels publics, les orientations du projet de loi sont de véritables attaques contre les droits des personnels.

Le ministre souhaite donc accroître la rémunération au mérite, c'est-à-dire des augmentations limitées à quelques personnes dans un contexte d'austérité budgétaire. On fait appel aux personnels publics pour tout, tout le temps. Ils et elles font tenir les services publics. Et pourtant seules quelques personnes auraient le droit de voir leur quotidien amélioré, et ceci au dépens de leurs collègues ?

Faciliter l'entrée dans la fonction publique autrement dit moins de concours, supprimer les catégories A, B et C, « insuffisance professionnelle », mobilité forcée... autant de pistes dangereuses qui vont pour SOLIDAIRES FP à l'encontre même de ce dont ont besoin les agentes et agents publics.

L'amélioration de la rémunération des personnels publics doit se faire via des mesures indiciaires pour toutes et tous. Personne ne doit être laissé sur le côté.

Il y a urgence à améliorer les conditions de travail dans les services, de plus en plus dégradées. Cela passe notamment par des embauches massives de personnels sous statut.

Il y a urgence à débloquer de l'argent pour les services publics qui sont là pour assurer redistribution et réduction des inégalités dans la population et à revenir sur toutes les annonces d'économies et d'austérité faites par le ministre de l'économie.

SOLIDAIRES Fonction Publique demande le retrait de ce chantier qui doit aboutir à un projet de loi délétère pour la carrière et les conditions d'exercice des personnels. Nous nous inscrirons avec force dans les nécessaires mobilisations à venir, dans l'unité et la détermination.

Paris, le 09 avril 2024



Annexe n°3a :

**Le diaporama gouvernemental
sur la contre-réforme
Fonction publique
(une introduction « floue »)**



Diapositive gouvernementale de la DGAFP
(Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique)

Commentaires
SOLIDAIRES Douanes



Une fonction publique riche en atouts, mais qui peine à attirer de nouveaux talents

- Une perte d'attractivité particulièrement visible dans les chiffres d'accès aux concours de la fonction publique
- **Un taux de sélectivité aux concours de l'Etat divisé par 2,2 entre 2007 et 2021 pour les concours externes**, par 1,8 pour les troisièmes concours
- La même tendance à la baisse du nombre de candidats constatée dans chacun des versants de la fonction publique



3

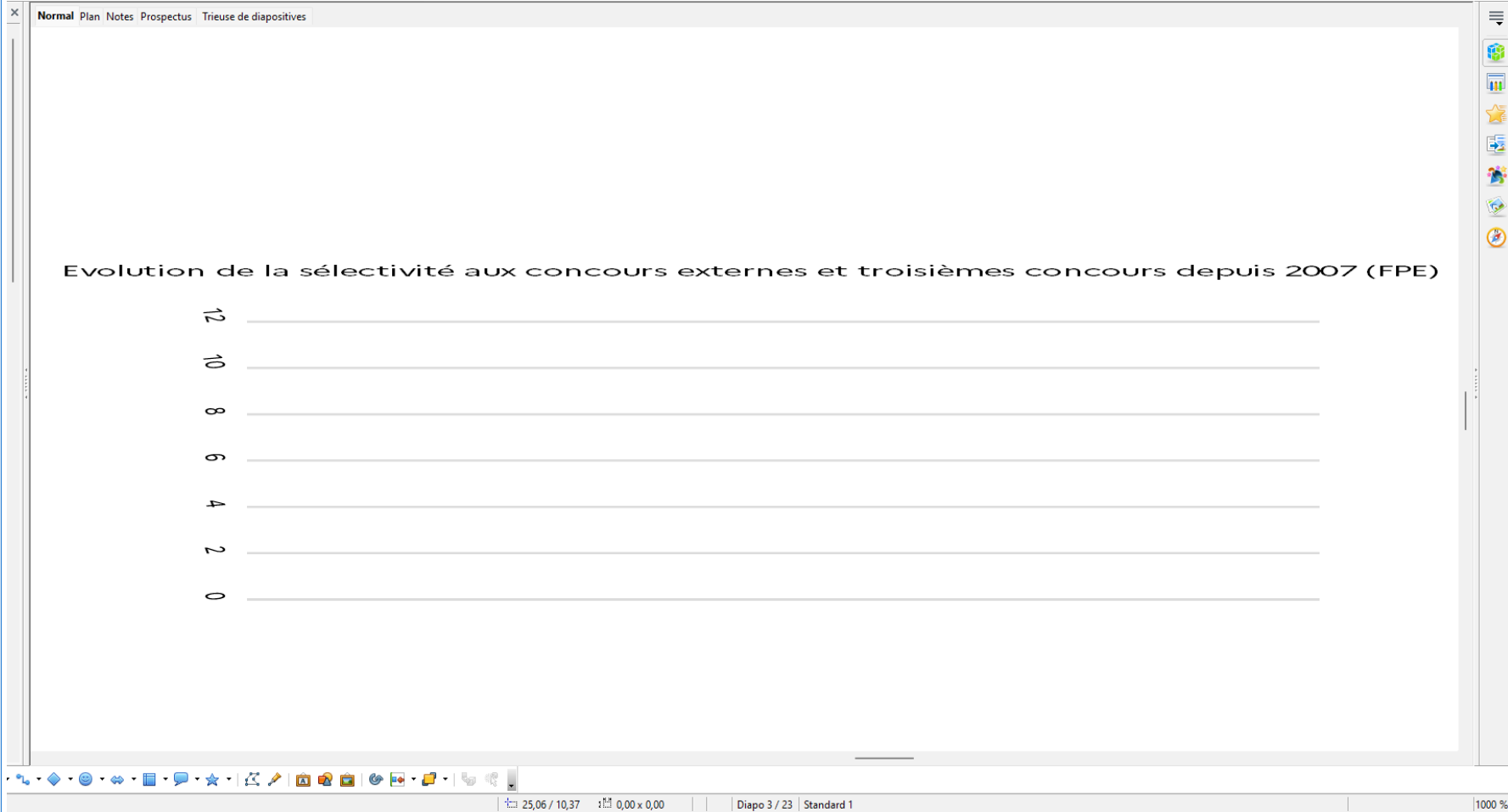
Kézako à droite ?
(Réponse page suivante)

Des résultats à analyser au microscope !



Diapositive gouvernementale de la DGAFP
(Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique)

Commentaires
SOLIDAIRES Douanes



***Vision floue pour
avenir radieux ?!***



Annexe n°3b :

**Le diaporama gouvernemental
sur la contre-réforme
Fonction publique
(les demandes des personnels
« passées à la trappe »)**



Diapositive gouvernementale de la DGAFP
(Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique)

Commentaires
SOLIDAIRES Douanes



Les préoccupations quotidiennes dont font part les acteurs de terrain lors des rencontres de la fonction publique

“ Dans mon service, tous les agents éligibles à une part de rémunération variable reçoivent en fait **le même montant, quel que soit leur niveau d'investissement pour le service public** ”

Je suis apprentie et viens de décrocher mon diplôme, après deux ans d'alternance auprès d'un employeur public : Pourquoi dois-je passer un concours externe pour poursuivre mon activité comme fonctionnaire ?

Je suis infirmière libérale et souhaite apporter mon expérience au service de l'hôpital public : Pourquoi me considère-t-on comme une infirmière débutante lorsqu'il s'agit de définir mon grade et mon échelon ?

Je suis dirigeante d'établissement public et me sens démunie pour résoudre une situation d'insuffisance professionnelle qui a installé une ambiance délétère au sein des équipes

Je suis maire d'une commune rurale : pour promouvoir un agent investi et talentueux, on m'explique que je dois d'abord recruter 2 agents extérieurs à ma commune, en raison de quotas de promotion nationaux











“ Je suis jeune enseignant et on me dit que le **premier passage de grade** auquel je peux prétendre, ce sera dans 20 ans. ”

...Circulez, y a rien à voir !



Annexe n°3c :

**Le diaporama gouvernemental
sur la contre-réforme
Fonction publique
(les enseignements
« écrasants »
de la consultation)**

| Diapositive gouvernementale de la DGAFP (Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique) | Commentaires SOLIDAIRES Douanes | | | |
|--|--|--|--|--|
| <div data-bbox="107 359 241 438">  <p>MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES</p> </div> <h2 data-bbox="235 454 1624 566" style="text-align: center;"> Les enseignements de la consultation Fonction publique + Juin – septembre 2023 </h2> <div data-bbox="47 550 1825 582" style="font-size: small;"> ... conditions de promotion ou de mo </div> <table border="1" data-bbox="107 782 1758 1013" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%; padding: 5px;">  {032BB776-9D4D-994A-AC56-6CBBDA7BD054} ... </td> <td style="width: 33%; padding: 5px;">  {15F7E8F7-6288-8E4E-98B0-1C54F2E44267} ... </td> <td style="width: 33%; padding: 5px;">  {D43D4746-E746-0343-B3B6-323E7AF1B5FA} ... </td> </tr> </table> <div data-bbox="47 885 1825 917" style="font-size: small;"> ar Une 110 253 répetidans de ar geis de s'atage de s' Fonction publique et le al en de de s' tati publique g'ciales pris </div> <p data-bbox="47 1109 1478 1141" style="font-size: small;"> e transformer, la diversité des horizons avec plus de 1000 métiers partout sur le territoire... </p> <div data-bbox="1489 1292 1523 1332" style="text-align: right; font-size: large;"> 5 </div> |  {032BB776-9D4D-994A-AC56-6CBBDA7BD054} ... |  {15F7E8F7-6288-8E4E-98B0-1C54F2E44267} ... |  {D43D4746-E746-0343-B3B6-323E7AF1B5FA} ... | <p data-bbox="1870 670 2150 933" style="font-size: large; font-weight: bold;"> ... Et quel coût budgétaire pour cette opération « gribouille » !?! </p> |
|  {032BB776-9D4D-994A-AC56-6CBBDA7BD054} ... |  {15F7E8F7-6288-8E4E-98B0-1C54F2E44267} ... |  {D43D4746-E746-0343-B3B6-323E7AF1B5FA} ... | | |

**Insuffisance professionnelle :
Le gouverne-ment
expert depuis 7 ans !**



*2020 : les fonctionnaires infirmiers sont salués...
2024 : le gouvernement veut les « remercier » !*



Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil, boîte 56 – 75011 PARIS

tél : 01 73 73 12 50

site internet : <http://solidaires-douanes.org>

courriel : contact@solidaires-douanes.org

adhésion : solidaires-douanes.org/-adhesion-

Un syndicalisme clair et sincère !